

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

*Modification de l'aménagement muséographique
du Vestibule de la Galerie Mazarin dans le musée de la BnF- Site
Richelieu*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

1	PRESENTATION DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE	5
2	CONTEXTE, OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	5
2.1	OBJET DU MARCHÉ	5
2.2	TRANCHES.....	5
2.3	FORME DU MARCHÉ.....	5
3	PIECES CONTRACTUELLES	5
4	DUREE – DELAIS	6
4.1	DURÉE DU MARCHÉ	6
4.2	DÉLAI GLOBAL D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	6
4.3	CALENDRIER PRÉVISIONNEL D'EXÉCUTION	6
5	INTERVENANTS	7
5.1	TITULAIRE.....	7
5.2	MAÎTRE DE L'OUVRAGE	7
5.3	MAÎTRE D'ŒUVRE	7
5.4	CONDUCTEUR D'OPÉRATION	7
5.5	CONTRÔLE TECHNIQUE :.....	7
6	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
6.1	MESURES GÉNÉRALES	7
6.2	FORME DES NOTIFICATIONS.....	7
6.3	NATURE DE L'OBLIGATION	8
6.4	CONNAISSANCE DES LIEUX ET ENVIRONNEMENT	8
6.5	OBLIGATION D'INFORMATION, DE CONSEIL ET D'ALERTE.....	8
6.6	OBLIGATIONS RELATIVES AU PERSONNEL	9
6.6.1	<i>Protection de la main d'œuvre et conditions de travail</i>	<i>9</i>
6.6.2	<i>Garantie de compétence.....</i>	<i>9</i>
6.6.3	<i>Tenue et comportement du personnel.....</i>	<i>9</i>
6.6.4	<i>Qualification du personnel d'intervention</i>	<i>9</i>
6.6.5	<i>Consignes d'accès</i>	<i>10</i>
7	CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
7.1	CONTENU DES PRESTATIONS.....	10
7.2	DÉSIGNATION DES RESPONSABLES	10
7.2.1	<i>Pour la Bibliothèque nationale de France</i>	<i>10</i>
7.2.2	<i>Pour le titulaire</i>	<i>10</i>
7.3	SUIVI DES PRESTATIONS	10
7.3.1	<i>Réunion de lancement</i>	<i>10</i>
7.3.2	<i>Réunion de chantier</i>	<i>10</i>
7.3.3	<i>Réunions spécifiques</i>	<i>10</i>
7.3.4	<i>Compte-rendu.....</i>	<i>11</i>
7.4	LOCAUX MIS À DISPOSITION	11

7.5	PÉRIODE DE PRÉPARATION	11
7.6	ETABLISSEMENT DU PLAN DE PREVENTION (AVANT TOUTE INTERVENTION SUR LES SITES BNF).....	11
7.7	PROTOCOLE DE SÉCURITÉ.....	11
8	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	12
8.1	CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES LIVRABLES.....	12
8.1.1	<i>Documents à fournir avant l'exécution des travaux.....</i>	<i>12</i>
8.1.2	<i>Documents à fournir après l'exécution des travaux.....</i>	<i>12</i>
8.2	CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX	13
8.2.1	<i>Essais sur site.....</i>	<i>13</i>
8.3	RÉCEPTION	13
8.4	RÉCEPTIONS PARTIELLES.....	13
9	PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....	13
9.1	NATURE ET CONTENU DES PRIX	13
9.1.1	<i>Nature des prix.....</i>	<i>13</i>
9.1.2	<i>Contenu des prix.....</i>	<i>14</i>
9.2	PRÉSENTATION DES FACTURES ET DES DEMANDES DE PAIEMENT	14
9.2.1	<i>Factures.....</i>	<i>14</i>
9.2.2	<i>Modalités de règlement</i>	<i>15</i>
9.2.3	<i>Délais de paiement.....</i>	<i>15</i>
9.2.4	<i>Acomptes</i>	<i>15</i>
9.3	CLAUDE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	15
9.3.1	<i>Avance.....</i>	<i>15</i>
9.3.2	<i>Retenue de garantie.....</i>	<i>16</i>
10	PENALITES	16
10.1	MODALITÉS D'APPLICATION DES PÉNALITÉS	16
10.2	PÉNALITÉS DE RETARD	16
10.3	ABSENCE DE NETTOIEMENT QUOTIDIEN DU CHANTIER	16
11	GARANTIE	16
11.1	GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT	16
11.2	GARANTIE DE DE BON FONCTIONNEMENT.....	17
12	STIPULATIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	17
12.1	DÉSIGNATION DE SOUS-TRAITANTS	17
13	CONFIDENTIALITE.....	17
14	RESILIATION	18
14.1	GÉNÉRALITÉS.....	18
14.2	RÉSILIATION POUR FAUTE	18
15	TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	18
16	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	19
17	RESPONSABILITE ET ASSURANCE	19

CCAP

17.1	RESPONSABILITÉ	19
17.2	ASSURANCE.....	19
18	PRESTATIONS SIMILAIRES.....	20
19	REGLEMENT AMIABLE ET PROCEDURE EN CAS DE LITIGE	20
20	DEROGATIONS AU CCAG/TRAVAUX.....	21

1 PRESENTATION DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

La Bibliothèque nationale de France est un établissement public créé par le décret 94.3 du 3 janvier 1994 aujourd'hui codifié aux articles R341-1 à R341-21 du Code du patrimoine. Elle a repris à sa création les fonds, missions, droits et obligations de la Bibliothèque Nationale.

La BnF a pour missions principales de :

- Collecter, cataloguer, conserver et enrichir tous les champs de la connaissance et le patrimoine national dont elle a la garde ;
- Assurer l'accès du plus grand nombre à ses collections ;
- Développer la coopération nationale et internationale ;
- Assurer la gestion de son patrimoine immobilier.

Dans le cadre de son contrat d'objectifs et de performance, la BnF a défini 4 grandes orientations stratégiques à l'horizon 2030, à savoir :

- Amplifier le partage avec tous les publics d'un patrimoine exceptionnel et vivant
- Enrichir la collecte et la préservation des collections pour garantir, à l'heure du numérique, la constitution d'une mémoire commune
- Renforcer les coopérations avec les réseaux professionnelles en partageant ses expertises, outils et moyens
- S'appuyer sur un modèle de gestion responsable pour remplir efficacement chacune de ses missions.

2 CONTEXTE, OBJET ET FORME DU MARCHE

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet des travaux modification de l'aménagement muséographique avec la réalisation et l'installation de mobilier muséographique dans le vestibule de la galerie Mazarin du musée de la BnF

Le périmètre détaillé des travaux est défini au CCTP.

2.2 Tranches

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

2.3 Forme du marché

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire.

Le présent marché est passé sous la forme d'une procédure adaptée, en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la commande publique.

3 PIECES CONTRACTUELLES

Le présent marché est soumis aux dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2016-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes
 - Annexe 1 : La demande de paiement sur compte identifié (non contractuelle) ;
 - Annexe 2 : La déclaration de sous-traitance et agrément des conditions de paiement ;
 - Annexe 3 : La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Calendrier détaillé d'exécution des travaux, transmis dans l'offre du titulaire

CCAP

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux,
- Le mémoire technique remis par le Titulaire lors de sa soumission ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction entre les pièces contractuelles, la documentation de rang supérieur prévaudra pour l'obligation en cause. Il est expressément stipulé que les conditions générales de vente du Titulaire (ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par le Titulaire) ainsi que les conditions contractuelles éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent marché. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Bien que non matériellement joint au marché, le CCAG/TX est réputé parfaitement connu des parties. Le Titulaire ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre la BnF.

4 DUREE – DELAIS

4.1 Durée du marché

La durée du marché est 8 mois maximum à compter de sa notification.

4.2 Délai global d'exécution du marché

Les études et travaux doivent être réalisés en atelier du 1er décembre 2025 au 12 juin 2026

À titre indicatif, voici le calendrier prévisionnel des travaux par phase :

- Chantier sur site : du Lundi 29 Juin 2026 au Lundi 20 Juillet 2026 (3 semaines)
- Livraisons : Le lundi entre 7h et 12h et en semaine entre 7h30 et 9h, depuis l'accès rue de Richelieu et/ou le Jardin Vivienne (vitrine).
- Installations de chantier : Lundi 29 juin 2026
- Livraison Vitrines (depuis le jardin Vivienne via la fenêtre du vestibule) : Le lundi 29 Juin et/ou le Lundi 6 Juillet entre 7h et 12h
- OPR partiel : Vitrines : Jeudi 16 Juillet
- Repli des installations de chantier, évacuation et nettoyage : Lundi 20 Juillet 2026
- OPR final : Lundi 20 Juillet 2026
- Installation des œuvres : Lundi 27 Juillet et Lundi 3 Aout 2026
- Rendu DOE : Vendredi 31 juillet

4.3 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le calendrier prévisionnel d'exécution est basé sur les éléments ci-dessus .. Il fera état des délais nécessaires pour la réalisation des travaux dans le cadre du délai global. Ce calendrier devra présenter la méthodologie de réalisation des prestations.

Dans ce délai global, sont compris la ou les périodes de préparation, la ou les périodes de congés payés, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

Il est rappelé que ce calendrier ne reflète que les tâches principales et que les interventions de l'entreprise doivent être prévues en tant que de besoin pendant la durée globale de l'opération, et ceci, dans le cadre forfaitaire du marché.

5 INTERVENANTS

5.1 Titulaire

Le Titulaire est l'entreprise ou le groupement désigné par la BnF.

5.2 Maître de l'ouvrage

Le maître de l'ouvrage est la Bibliothèque nationale de France, représentée par MME GLASBERG Sonia, chargé de projet.

5.3 Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la société : GUICCIARDINI & MAGNI ARCHITETTI

5.4 Conducteur d'opération

La conduite des opération est assurée par la BnF.

5.5 Contrôle technique :

Le contrôleur technique sera désigné par la BnF avant le début des travaux:

6 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Mesures générales

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamations, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- Les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d'appareils thermiques.
- L'exploitation normale du domaine public et des services publics.
- L'exécution simultanée d'autres travaux.

L'intervention du Titulaire ne devra pas constituer une gêne pour le fonctionnement de l'Etablissement. Il devra, en outre, prendre à sa charge toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.),
- odeurs, fumées, gaz,
- poussières d'origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois, etc.,
- débris divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux, stockés provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte des chantiers,
- sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, le Titulaire devra en référer au maître d'ouvrage.

Préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de soudages ou de coupes au moyen d'appareillage électrique ou chalumeau, l'entreprise doit remplir un permis feu fourni par le représentant du maître d'ouvrage.

6.2 Forme des notifications

Conformément à l'article 3.1 du CCAG/Travaux, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

6.3 Nature de l'obligation

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tous points conforme aux exigences définies dans les documents du marché et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs de la BnF dans la limite de leurs moyens et de leurs connaissances toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

6.4 Connaissance des lieux et environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé à la BnF tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des travaux, objet du présent marché ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa prestation des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement et notamment les études et le contrôle et suivi de réalisation des prestations connexes sans lesquelles le projet ne pourrait avoir une fonction optimale.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

6.5 Obligation d'information, de conseil et d'alerte

Le Titulaire est tenu à l'égard de la BnF à une obligation d'information, de conseil, de mise en garde, et d'alerte.

Les parties s'engagent à coopérer pleinement pour la bonne exécution des prestations. Chaque partie communique à l'autre partie toutes les informations en sa possession, nécessaires à la bonne exécution des prestations et répond aux demandes d'information.

Le Titulaire est soumis à une obligation générale d'information quelles que soient les compétences ou les connaissances de la BnF. A ce titre, il veille à remplir ses obligations de renseignement, de mise en garde et de conseil.

En particulier le Titulaire devra :

- Informer, conseiller et mettre en garde le Pouvoir Adjudicateur en ce qui concerne l'exécution des prestations et les décisions relatives à l'exécution des prestations.
- Alerter, dans les meilleurs délais et de manière motivée, le Pouvoir Adjudicateur sur tout événement dont le Titulaire aura connaissance et qui peut, selon le Titulaire, être susceptible d'affecter ses engagements contractuels et notamment le bon déroulement et la bonne fin des prestations,
- Prendre connaissance de tous les documents ou informations techniques qui lui seront communiqués par le Pouvoir Adjudicateur et lui faire part des éventuelles difficultés qu'il pourrait détecter et, le cas échéant, le mettre en garde sur tout oubli ou anomalie constaté.

6.6 Obligations relatives au personnel

6.6.1 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Concernant les mesures de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers, les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles figurant à l'article 6 du CCAG Travaux complétées par les dispositions suivantes, sans préjudice de celles résultant de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

Le Titulaire doit prendre sur ses chantiers toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Le Titulaire assure notamment la signalisation de son chantier mais également en tant que de besoin la clôture de ses chantiers.

Le Titulaire doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique lorsque celle-ci n'est pas déviée.

En cas d'inobservation par le Titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, la BnF peut prendre aux frais du Titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes ou du pouvoir adjudicateur ne dégage pas la responsabilité du Titulaire.

6.6.2 Garantie de compétence

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des intervenants qu'il a désignés pour en assurer la conduite et dont il garantit les compétences dans le domaine concerné.

Les intervenants proposés par le Titulaire et désignés dans son offre doivent assurer personnellement et intégralement la prestation.

6.6.3 Tenue et comportement du personnel

Le personnel mis à disposition par le Titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'Établissement.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer ou de vapoter,
- Tenue vestimentaire en bon état de propreté,
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse,
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles prévues par le présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement,
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente,
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque,

Par ailleurs, et en application de l'article 31.5.1 du CCAG Travaux, le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous la direction du titulaire (y compris les sous-traitants), doivent porter dans l'enceinte du chantier et en permanence, une carte d'identité professionnelle sécurisée.

6.6.4 Qualification du personnel d'intervention

Le personnel du Titulaire possède la qualification professionnelle et les connaissances requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Le personnel intervenant sur des équipements sous agrément possède des habilitations nécessaires.

La BnF se réserve la possibilité de vérifier, en cours d'exécution du marché, que le niveau de qualification des personnes affectées à l'exécution des prestations est équivalent à celui annoncé par le Titulaire dans son offre.

Tout changement de personnel devra être notifié immédiatement à la personne responsable du marché pour accord préalable.

6.6.5 Consignes d'accès

Les consignes d'accès aux espaces concernés par ces travaux sont précisées dans le CCTP.

Le personnel du Titulaire devra observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'Etablissement qui sont imposées par les caractéristiques du bâtiment ainsi que les contraintes fonctionnelles et acoustiques.

Il est précisé que les personnels devront user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs travaux et ne pénétrer ni circuler sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties de l'établissement. Ils devront au préalable obtenir une autorisation d'accès pour chaque intervenant.

7 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Contenu des prestations

Le périmètre des travaux attendus est détaillé dans le CCTP.

7.2 Désignation des responsables

7.2.1 Pour la Bibliothèque nationale de France

Le service du musée, représenté par **Sonia GLASBERG, Chargée de coordination et de suivi muséographique** à la BnF assure le suivi technique pour toute question relevant de l'exécution du marché.

7.2.2 Pour le titulaire

Un responsable sera désigné par le Titulaire au sein de son équipe pour assurer le suivi d'exécution du marché en liaison avec le responsable technique de la BnF. Ce responsable pourra être assisté d'un collaborateur pour les questions administratives, à moins qu'il ne cumule l'ensemble de ces responsabilités. Ce(s) responsable(s) encadre(nt) les équipes chargées des livraisons.

En cas de changement d'interlocuteur ou d'adresse, la BnF devra être informée dix (10) jours ouvrés avant le changement de situation.

7.3 Suivi des prestations

7.3.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement aura lieu entre le Titulaire, le Maître d'œuvre et la BnF, dans les locaux de la BnF, sept (7) jours suivant la notification du marché.

7.3.2 Réunion de chantier

Pour suivre l'exécution des travaux, les Parties tiendront des réunions de chantier dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord. La participation du Titulaire à chacune des réunions de chantier est obligatoire. Sauf modification concertée, la périodicité sera au minimum hebdomadaire. Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des travaux,
- écarts par rapport au Cahier des Charges,
- examen des problèmes rencontrés,
- aspects sécurité et environnement.

7.3.3 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, des réunions pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre partie.

7.3.4 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par l'organisateur de la réunion et envoyé au Titulaire pour approbation et acceptation dans un délai d'une (1) semaine suivant la date de réunion.

7.4 **Locaux mis à disposition**

Aucun local ne sera mis à disposition du Titulaire dans le cadre du présent marché.

7.5 **Période de préparation**

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution des travaux tel que stipulé dans le présent CCAP. Le délai commence à courir à compter de la notification du marché.

7.6 **ETABLISSEMENT DU PLAN DE PREVENTION (AVANT TOUTE INTERVENTION SUR LES SITES BNF)**

La réalisation des travaux est soumise aux dispositions du décret du 20/02/1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Avant le début des travaux, les chefs des entreprises extérieures doivent faire connaître par écrit au donneur d'ordre :

- la date de leur arrivée prévisionnelle
- la durée prévisible de leur intervention
- les travaux à effectuer et le nombre prévisible de travailleurs affectés
- le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention
- les noms et références de leurs sous-traitants déclarés par un DC4 auprès du service des Marchés (le plus tôt possible et en tout état de cause avant le début des travaux dévolus à ceux-ci), ainsi que l'identification des travaux sous-traités.

A ce titre, le donneur d'ordre lui transmet le Document de renseignements préalables au plan de prévention, à remplir et à lui retourner avec les justificatifs demandés.

Les chefs des entreprises extérieures sont tenus de participer aux inspections communes préalables des lieux de travail.

La présence de l'Entreprise Utilisatrice et de l'Entreprise Extérieure, y compris les Sous-Traitants, est obligatoire pendant toute la durée de l'Inspection Commune Préalable (ICP). Dans le cas contraire, l'ICP devra être reportée.

Lors de l'ICP, les parties prenantes (Entreprise Extérieure et Entreprise Utilisatrice) conviendront d'une date pour la signature du plan de prévention, laissant au service HSE BnF un délai de 3 jours minimum pour l'établissement de celui-ci.

La signature du plan de prévention est obligatoire avant le début des travaux.

Nota : En aucun cas l'entreprise extérieure ne doit utiliser les équipements de travail de la BnF (appareils de levage, machines....) y compris les équipements de protections individuelles (équipement antichute, masques respiratoires à cartouche ...). Ces équipements sont de la fourniture de l'entreprise extérieure.

Pour assurer la coordination de sécurité, le donneur d'ordre organise avec les chefs des Entreprises Extérieures, selon une périodicité qu'elle définit, des inspections et réunions périodiques de coordination. Toutes les Entreprises Extérieures conviées à une réunion de coordination par le donneur d'ordre, doivent y participer.

7.7 **Protocole de sécurité**

En application des dispositions du code du travail, les opérations de chargement ou de déchargement, feront l'objet d'un document écrit dans les 15 jours suivant la notification du marché et avant toute livraison, dit « protocole de sécurité ». Le titulaire du marché devra tenir un exemplaire de ce protocole de sécurité, daté et signé, à la disposition :

1° Des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des entreprises intéressées ;

2° De l'inspection du travail.

8 CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1 Contrôle et réception des livrables

8.1.1 Documents à fournir avant l'exécution des travaux

8.1.1.1 Planning de remise des études

Le planning de remise des livrables avant le début d'exécution des travaux est le suivant :

Livrable	Délai de remise (en jours ouvrés)
Le Dossier d'exécution	45 jours ouvrés maximum à compter de la notification
Planning définitif d'exécution des travaux faisant apparaître clairement les délais d'approvisionnement des pièces et les dates de phasage en concordance avec les délais d'exécution du marché	10 jours à compter de la date de notification du marché

8.1.1.2 Modalités de délivrance du visa

Les stipulations de l'article 29 du CCAG/Travaux sont applicables.

Toutefois, par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG/Travaux le délai de délivrance du visa la BnF (ou le maître d'œuvre, le cas échéant) est de cinq (5) jours ouvrés. Si dans ce délai la BnF (ou le maître d'œuvre) constate que les documents fournis par le Titulaire ne lui permettent pas de délivrer son visa, il en informe le Titulaire qui doit, dans un délai de trois (3) jours ouvrés lui fournir l'ensemble des documents qu'il lui a été demandé de corriger ou de compléter.

La délivrance du visa pourra se faire par n'importe quel moyen écrit.

Il est précisé qu'en cas de retard dans la fourniture des documents ou en cas d'insuffisance de ces documents, les retards correspondants sont mis à la charge du Titulaire, le délai contractuel n'étant pas modifié.

8.1.2 Documents à fournir après l'exécution des travaux

Livrable	Délai de remise (en jours ouvrés)
DOE	31 juillet 2026 au plus tard

Le maître d'ouvrage possède une cellule informatique de CAO/DAO qui gère l'ensemble des documents graphiques du bâtiment.

Au titre de son marché, le Titulaire est tenu d'élaborer ses propres documents, et/ou, de mettre à jour l'existant en répondant aux normes mises en place par la cellule DAO/BnF.

Les DOE sont réalisés par le Titulaire et transmis à la BnF. Le Titulaire les intégrera dans la GED de la cellule DAO de la BnF.

Les modifications et/ou créations de documents seront contrôlées par la cellule DAO/BnF au niveau graphique, par le chef de projet au niveau technique.

8.2 Contrôle et réception des travaux

8.2.1 Essais sur site

Conformément à l'article 38 du CCAG -Travaux, le Titulaire effectuera un contrôle des ouvrages au fur et à mesure de l'avancement des travaux et en présence de la BnF. Une attention particulière sera portée aux finitions et système de fixation conformément aux dispositions du CCTP.

Les essais et contrôles et ouvrages et équipements objet du marché devront être réalisés conformément au CCTG, les normes, réglementations et les règles de l'art. Ces essais seront effectués dans les locaux de la personne publique.

Sans préjudice des contrôles internes réalisés à ses frais par le Titulaire dans le cadre des exigences des Spécifications Techniques précitées, la BnF se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du (des) contrôleur(s) technique, que la BnF lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve sur la réalisation de l'ouvrage.

En cas de refus de délivrance de conformité par cet organisme, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une imprécision dans les documents techniques qui lui auront été fournis par la BnF

8.3 Réception

La réception sera réalisée par le maître de l'ouvrage conformément aux stipulations de l'article 41 du CCAG/Travaux. Le Titulaire avise la BnF ou son représentant, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés, ou le seront.

Le maître d'œuvre procède alors aux opérations préalables à la réception des ouvrages, conformément à l'article 41.2 du CCAG/Travaux.

La réception ne pourra être prononcée qu'à la condition de la réalisation concluante :

- De tous les essais sur site,
- De tous les essais avec l'organisme de contrôle agréé,
- De tous les essais d'ensemble,
- De la fourniture de la documentation, y compris du DOE.

La réception est ensuite prononcée par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues par l'article 41.3 du CCAG/Travaux.

Si la décision est assortie de réserves, par dérogation l'article 41.6 du CCAG Travaux, le Titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai de cinq (5) jours maximum après la date de notification de la décision de réception.

8.4 Réceptions partielles

Conformément à l'article 42 du CCAG Travaux, des réceptions partielles pourront être prononcées pour les ouvrages dont le maître de l'ouvrage désire prendre possession anticipée mais dans ce cas, les délais de garantie de toutes natures ne prendront effet qu'à compter de la date de la réception.

9 PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

9.1 Nature et contenu des prix

9.1.1 Nature des prix

Le marché est conclu au forfait. Les prix sont fermes.

Le prix global et forfaitaire du présent marché est réputé couvrir l'ensemble des prestations nécessaires à l'exécution complète des travaux, dans les conditions prévues par les pièces contractuelles.

Toutefois, en cas de modification des prestations prescrite par ordre de service, entraînant une augmentation ou une diminution du coût des travaux, il pourra être procédé à un ajustement du prix forfaitaire dans les conditions suivantes :

- Si la modification prescrite entraîne une variation de moins de **5 %** du montant initial du forfait, aucun ajustement du prix ne sera appliqué.
- Si la modification entraîne une variation supérieure ou égale à **5 %**, un avenant sera nécessaire.

9.1.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont établis en euros hors TVA en tenant compte notamment des éléments ci-après :

- du respect du cahier des charges et des frais induits ainsi que de toutes les conditions d'exécution décrites dans le marché (charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu d'exécution, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations),
- du respect du planning d'exécution des travaux,
- des contraintes de maintien quels que soient l'organisation et le phasage des travaux pour :
 - le fonctionnement de tous les ouvrages en service,
 - les accès pour le personnel d'exploitation, d'entretien et de maintenance de l'ouvrage en service,
 - les accès des services de secours,
- de la mise en place de panneaux réglementaires de chantier,
- de toutes les prestations de manutention, transport, stockage intermédiaire des matériaux et fournitures entre leur lieu de fabrication et leur site d'installation,
- de toutes les dépenses imposées par la réalisation de mesures et d'essais de contrôle,
- de toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la qualité définies dans les pièces du marché,
- de l'obligation d'assurer le nettoyage et l'entretien permanent des alentours du chantier,
- de la réalisation, de la modification et de la validation des études d'exécution.

Le Titulaire sera toujours tenu, moyennant le prix fixé à sa soumission de mener jusqu'à complet achèvement toutes les prestations qui lui auront été attribuées, y compris celles non décrites mais nécessaires à la parfaite réalisation de la commande.

9.2 Présentation des factures et des demandes de paiement

9.2.1 Factures

La facture doit indiquer, outre la date et le numéro d'identification :

- Le nom ou la raison sociale et adresse des parties ;
- Le numéro d'inscription au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire des métiers ;
- Le numéro de SIRET ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire, tel qu'il est précisé dans le cadre de marché à procédure adaptée ;
- Le détail des travaux (dates, etc.) ;
- Les prix hors TVA, le montant de TVA et son taux, les prix TTC, si le Titulaire est assujéti à la TVA ou le montant net si le Titulaire n'y est pas assujéti ;
- Les références précises du marché.

La BnF se réserve le droit de renvoyer au Titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui doivent accompagner la facture.

9.2.2 Modalités de règlement

Pour l'envoi de vos factures via le portail Chorus les éléments suivants devront être utilisés :

- Code Siret BnF : 180 046 252 00177
- Code service : **SCA**
- **Les numéros d'engagement et de marché seront communiqués dans le courrier de notification**

Voir à cet effet le guide Dématérialisation des factures – Portail Chorus Pro, joint au marché.

9.2.3 Délais de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai global de trente (30) jours.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire du marché ou le sous-traitant, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt en vigueur de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) majoré de huit (8) points.

9.2.4 Acomptes

Les prestations exécutées sont réglées sur présentation d'une facture selon l'échéancier suivant :

- **30 % à l'issue des études d'exécution et du démarrage de la fabrication en atelier sur présentation des documents d'exécution validés (plans, fiches techniques, etc.)**
- **50 % après la livraison complète des vitrines sur site - livraison prévue le 29 juin et/ou 6 juillet 2026.** Paiement sous réserve de conformité des éléments livrés
- **20 % après réception des travaux sur site et remise complète du DOE et levée des éventuelles réserves**

9.3 Clause de financement et de sûreté

9.3.1 Avance

Sauf en cas de refus du Titulaire indiqué dans l'Acte d'Engagement, en application de l'article 10.1 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage retient l'option A.

Lorsque le Titulaire (candidat individuel), ou le membre du groupement le cas échéant (mandataire), est une PME au sens du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance est fixé à 30 % en application de l'article A.10.1 du CCAG-Travaux.

Lorsque le Titulaire (candidat individuel), ou le membre du groupement le cas échéant (mandataire), n'est pas une PME au sens du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance est fixé à 5% en application de l'article R. 2191-7 du Code de la Commande Publique.

Le paiement de cette avance interviendra dans le délai d'un (1) mois à partir de la date de notification du marché.

Le remboursement de cette avance se fera à la première demande de paiement.

Conformément aux dispositions de l'article R. 1291-7 du Code de la commande publique, dès lors que le Titulaire du marché remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, cette dernière est versée sur leur demande aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial de sous-traitance par la BnF. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au Titulaire du marché.

9.3.2 Retenue de garantie

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie.

10 PENALITES

10.1 Modalités d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG/Travaux, les pénalités peuvent être applicables dès le premier euro.

Le montant des pénalités est plafonné à 10% du montant du marché.

Les pénalités s'appliquent sur simple constatation du manquement par la BnF et sans mise en demeure préalable. Leur montant sera retenu sur les sommes dues à l'entreprise.

10.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19 du CCAG/Travaux, il peut être appliqué les pénalités suivantes :

Jalon	Montant de la pénalité par jour calendaire de retard
Retard dans la remise d'un livrable (y compris le DOE)	100 € par jour calendaire et par livrable
Retard sur le délai global de réalisation des travaux (incluant le retard dans le repliement et le nettoyage des installations de chantier)	150 € par jour calendaire
Retard sur le délai de levée des réserves	100 € par jour calendaire

10.3 Absence de nettoyage quotidien du chantier

Le Titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître d'ouvrage pour l'exécution des travaux. Il est précisé que le Titulaire doit le nettoyage quotidien de ses emprises.

Dans le cas où, le nettoyage, le dégagement ou la remise en état ne seraient pas exécuté, la BnF se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 50 € par jour de retard calendaire.

La BnF se réserve la possibilité de faire réaliser ces opérations par un tiers et les frais et risques correspondants seront mis à la charge du Titulaire.

11 GARANTIE

11.1 Garantie de parfait achèvement

Les travaux réalisés dans le cadre du présent marché, y compris la réalisation et l'installation du mobilier muséographique, sont soumis à la garantie de parfait achèvement d'une durée d'un (1) an à compter de la date de réception des travaux.

Dans ce cadre, le Titulaire est tenu de réparer tous les désordres ou non-conformités signalés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage pendant ce délai, quelle qu'en soit la nature ou l'importance, y compris ceux affectant la fonctionnalité, la stabilité, la finition ou l'intégrité des mobiliers installés.

S'agissant des réserves formulées lors de la réception, le Titulaire doit y remédier dans le délai fixé dans le procès-verbal de réception ou, à défaut de délai mentionné, dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la notification du procès-verbal.

À défaut, la personne publique pourra faire exécuter les travaux nécessaires aux frais et risques du Titulaire, conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG Travaux, sans préjudice de l'application de pénalités.

En ce qui concerne les désordres apparus après réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement, si ceux-ci ne sont pas réparés dans les délais impartis par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, le maître d'ouvrage pourra également y faire procéder aux frais et risques du Titulaire, dans les mêmes conditions.

11.2 Garantie de bon fonctionnement

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des éléments de mobilier muséographique réalisés et installés dans le cadre du présent marché, pendant une durée de **deux (2) ans** à compter de la date de réception sans réserve ou de la levée des réserves affectant ces éléments.

Cette garantie couvre tout défaut de fonctionnement, de stabilité, d'assemblage, d'ouverture/fermeture, de fixation ou d'intégrité des matériaux, ainsi que toute non-conformité aux performances prévues au marché (résistance mécanique, capacité de charge, accessibilité, fonctionnement des éléments mobiles, intégration des dispositifs d'éclairage ou multimédias, etc.).

Pendant la période de garantie, le Titulaire est tenu :

- de remplacer ou réparer, à ses frais et sans délai, tout élément défectueux ou présentant une anomalie de fonctionnement,
- d'assurer, le cas échéant, les réglages, ajustements ou interventions nécessaires pour maintenir la conformité et la sécurité des mobiliers,
- d'utiliser, pour toute réparation ou remplacement, des pièces et matériaux d'origine ou équivalents en termes de qualité, aspect et performances.

Les interventions effectuées dans le cadre de cette garantie n'ont pas pour effet de prolonger la durée initiale de celle-ci, sauf accord écrit de la personne publique

12 STIPULATIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

12.1 Désignation de sous-traitants

Le Titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la BnF et de l'agrément par elle des conditions de paiement.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché.

Le Titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de la BnF des prestations sous-traitées.

En tout état de cause, le Titulaire précisera le(s) domaine(s) d'intervention pour lequel il aura recours à la sous-traitance ainsi que la quantité et la nature des prestations mais le Titulaire assurera la maîtrise d'œuvre et la responsabilité de l'ensemble du service.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

13 CONFIDENTIALITE

La reproduction ou la divulgation totale ou partielle, ou l'utilisation par l'une des deux parties, à d'autres fins que l'exécution des prestations, des éléments transmis par l'autre (données, fichiers, documents, information de toute nature, etc.) est interdite sans l'autorisation écrite de cette dernière.

Le Titulaire s'engage à prendre ou à faire prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de faire respecter par son personnel le présent engagement de confidentialité.

La BnF s'engage à prendre ou à faire prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de faire respecter par son personnel le présent engagement de confidentialité.

Tout manquement à cet engagement pourra entraîner la résiliation du marché sans mise en demeure et sans indemnité, ceci sans préjuger des indemnités que pourrait réclamer la BnF au Titulaire.

14 RESILIATION

14.1 Généralités

La BnF a la faculté de résilier le présent marché avant son achèvement et notamment dans les cas suivants :

- soit pour événements extérieurs au marché, dans les conditions mentionnées à l'article 50.1 du CCAG Travaux,
- soit du fait du représentant du pouvoir adjudicateur ou de son mandataire, dans les conditions prévues à l'article 50.2 du CCAG Travaux,
- soit pour faute du Titulaire, dans les conditions prévues à l'article 50.3 du CCAG Travaux ou dans les cas décrits au présent article du CCAP ;
- soit pour motif d'intérêt général conformément à l'article 50.4 du CCAG/Travaux.

14.2 Résiliation pour faute

En complément des dispositions de l'article 50.3 du CCAG Travaux et sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités, la BnF peut résilier le présent marché, pour faute (résiliation simple) ou aux torts exclusifs du Titulaire (résiliation avec exécution à ses frais et risques) sans indemnisation dans les cas suivants :

- Si le Titulaire n'accomplit pas les diligences nécessaires à l'exercice de sa mission ;
- Si le Titulaire déclare ne plus pouvoir exécuter ses engagements ;
- Lorsque le Titulaire s'est livré, à l'occasion des prestations, à des actes frauduleux, portant sur la nature, la qualité ou la quantité desdites prestations ;
- En cas de retard significatif, retards successifs et/ou absences répétées aux réunions ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou prestations telles que définies dans les documents contractuels (CCAP, CCTP, mémoire technique, BPU).

15 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de l'exécution du marché public, la BnF est amenée à collecter des données à caractère personnel des employés du prestataire (ou des membres du groupement) Titulaire et de ses éventuels sous-traitants (au sens de la réglementation des marchés publics) et/ou fournisseurs déclarés le cas échéant, ensemble ci-après désignés sous le vocable "les Personnels du prestataire".

La BnF s'engage à traiter ces données à caractère personnel conformément au règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « règlement européen sur la protection des données, ou RGPD »), ainsi que toute autre loi applicable en la matière.

Vis-à-vis des traitements de données à caractère personnel précités, la BnF a la qualité de responsable de traitement au sens du RGPD.

La collecte de ces données (nom, prénom, fonction, nom de la société, et selon le cas : coordonnées (téléphoniques, email et/ou postales), photographie, immatriculation du véhicule) a pour objectif :

- ✓ le suivi de l'exécution du présent marché et des engagements afférents. Ces données sont conservées pendant la durée du marché et des garanties (biennale, décennale ou autres) associées, et dans la limite des recours possibles ;
- ✓ le cas échéant, la délivrance des badges d'accès, des autorisations de circulation et autres autorisations d'accès sur les sites de la BnF, notamment TELEMAQUE, le contrôle Vigipirate, l'accès cantine le cas échéant. Ces données sont conservées au maximum pendant une durée de 4 ans après le départ de la personne ;
- ✓ la gestion de crise en cas d'urgence (uniquement pour les responsables de site). Ces données sont conservées pendant la durée du marché.

Les Personnels du prestataire concernés par ce traitement peuvent exercer leurs droits d'accès, de rectification et d'effacement des données les concernant auprès du délégué à la protection des données (DPD) de la BnF, à l'adresse suivante : dpd@bnf.fr, en précisant l'objet de leur demande, étant entendu que certaines données personnelles sont indispensables à l'exécution du marché et ne peuvent de ce fait être effacées.

En application de l'article 5.2.2 du CCAG-Travaux, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications nécessaires pour se conformer aux exigences de la nouvelle réglementation donneront lieu à un avenant. En cas d'absence d'accord entre les parties, la BnF pourra procéder à une modification unilatérale, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément à l'article 5.2.3 du CCAG-Travaux, en cas de manquement aux obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute.

16 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

17 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

17.1 Responsabilité

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de la BnF par le Titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par la BnF, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute de la BnF, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par la BnF au matériel du Titulaire et causant des dommages à celui-ci.

17.2 Assurance

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire, ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché, doivent fournir les attestations d'assurances énumérées ci-après :

- une assurance de responsabilité civile garantissant les tiers et le maître d'ouvrage pour tous dommages corporels, matériels ou immatériels survenant tant au cours qu'après la réception des travaux et tant au cours qu'après l'exécution des prestations.
- une assurance garantissant leur responsabilité au titre des garanties légales (de parfait achèvement, de bon fonctionnement).

18 PRESTATIONS SIMILAIRES

La BnF se réserve la possibilité de recourir à des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables avec le Titulaire pour l'achat de prestations similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

19 REGLEMENT AMIABLE ET PROCEDURE EN CAS DE LITIGE

La BnF et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché.

Par dérogation à l'article 55 du CCAG/Travaux, le différend doit être soumis préalablement à l'avis du Comité Consultatif National du règlement amiable.

Tout litige né de l'exécution du présent marché et à défaut d'accord amiable, relève de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Paris sis 7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

20 DEROGATIONS AU CCAG/Travaux

Les dérogations au CCAG/Travaux sont récapitulées dans le tableau figurant ci-dessous :

Article du CCAP	Article du CCAG/Travaux
3	4.1
8.1.1.2	29 et 29.1.5
8.3	41.6 et 42
10.1 et 10.2	19 et 19.2
19	55